

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 17 MARS 1927.

**Projet de loi modifiant, en ce qui concerne les sociétés et firmes coloniales,
la législation relative aux impôts sur les revenus (1).**

AMENDEMENTS DU GOUVERNEMENT.

RAPPORT COMPLÉMENTAIRE

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. TIBBAUT.

MESSIEURS,

Le Gouvernement, représenté par le Ministre des Colonies et par le Ministre des Finances, a déposé des amendements au « projet de loi n° 190 modifiant, en ce qui concerne les sociétés et firmes coloniales, la législation relative aux impôts sur les revenus ».

L'examen en a été renvoyé à la Commission, qui avait fait rapport sur le projet de loi et qui avait conclu à son sujet.

Les amendements ont été élaborés, après un long examen, auquel ont participé des délégués du Ministère des Colonies et du Ministère des Finances, ainsi que des représentants des groupements coloniaux. Ils tiennent compte des objections faites par la Commission.

Le projet de loi avait pour but de soumettre les revenus coloniaux à un impôt unique, remplaçant les impôts de la Colonie et ceux de la Métropole; il en confiait la perception à l'administration belge et il partageait la recette entre les deux Gouvernements dans des proportions fixes.

Il présentait l'avantage de simplifier les opérations; car il ne distinguait plus entre les sociétés coloniales belges et les sociétés de droit colonial, ni entre les revenus, provenant, pour la même société, de la Colonie ou de la Belgique.

(1) Projet de loi, n° 190 (1923-1926).

Rapport, n° 395 (1923-1926).

Amendements, n° 123.

(2) La Commission était composée de MM. Tibbaut, président, Brusselmans, Carlier, Hallet, Hoen, Hubin, Kreglinger, Mathieu, Pater, Pussemier, Renkin, Sap, Soudan, Wauwermans.

Les amendements, qui restent dans le cadre de ce projet de loi, apportent des modifications à différentes dispositions, qui avaient été l'objet de critique.

* *

Le monde colonial, représenté par ses groupements, a été consulté dans les divers amendements et s'est montré d'accord avec le Gouvernement sur leur rédaction et sur leur portée.

Un membre ne méconnaît pas l'importance de cette entente, qui a pour effet de mettre fin à des discussions prolongées et à des incertitudes, nuisibles à la fois aux entreprises et au Trésor colonial.

Mais il tient au principe de la séparation du patrimoine, qui a été souligné dans le précédent rapport; il y attache d'autant plus d'importance que la Métropole est engagée en ce moment dans une lutte financière qui exige des sacrifices et que la Colonie, pour se créer des ressources par voie d'emprunt, peut être obligée de consentir des exemptions d'impôt.

Il voudrait aussi connaître quels sont les groupes et les délégués qui ont été consultés; il a posé à ce sujet une question au Gouvernement. En attendant la réponse, on peut constater que, suivant des renseignements non officiels, l'Association des intérêts coloniaux belge, à laquelle sont affiliés presque tous les groupes, a été mêlée activement aux négociations.

La Commission ne sous-évalue pas ces objections de principe; mais elle désire faciliter la tâche du Gouvernement et sortir de l'incertitude fiscale, qui n'a que trop duré. Elle considère la solution proposée comme un expédient imposé par la complexité du problème à résoudre. Il y a des revenus provenant, pour une même souche, d'origines diverses, de la Colonie, de la Belgique et de l'étranger. Leur régime différent donne lieu à des complications inextricables de législation et de perception, et exige l'intervention de diverses administrations, qui peuvent entrer en conflit.

L'expédient proposé tient compte des intérêts spéciaux de la Colonie, qui sont sauvegardés par le fonctionnement de l'Office spécial d'imposition, fonctionnant au sein du Ministère des Colonies. Il a l'avantage pratique de l'unification. L'expérience montrera rapidement s'il y a opportunité à le maintenir ou à le sacrifier; le pouvoir législatif reste maître de l'avenir et peut prendre toutes les décisions que pourrait justifier la situation de la Colonie.

* *

Le premier amendement complète le premier alinéa du paragraphe premier de l'article premier.

Il rencontre indirectement l'objection tirée du danger de confusion que l'unification de l'impôt et de sa perception peut établir entre les droits de la Colonie et les droits de la Métropole. Il crée, à cet effet, un office spécial d'imposition, qui fonctionnera au Ministère des Colonies, qui comprendra des délégués du Ministère des Finances et du Ministère des Colonies et qui pourra, avant d'établir l'imposition, entendre le représentant des intéressés; un arrêté royal en réglera la composition et le fonctionnement.

Cet office disposera des pouvoirs dévolus aux contrôleurs des contributions, et il assurera l'uniformité désirable des décisions.

La notice, qui accompagne cet amendement explique que, si les redevables intéressés le demandent, les délégués des associations coloniales pourront être consultés. Le Gouvernement montre ainsi son intention de tenir compte des conditions spéciales, qui se rencontrent dans les entreprises congolaises et de reprendre, à l'occasion, le contact avec les intéressés, qui a présidé à l'élaboration des amendements. Cette consultation n'entame en rien son droit de décision et sa responsabilité.

* *

Le second amendement porte sur le premier alinéa de l'article 1^{er}, § 2; il a pour but de faire droit aux critiques dirigées contre la taxation de la réserve. Il exonera purement et simplement la réserve investie dans la colonie endéans les cinq ans.

Il écarte ainsi la limitation, qui était portée à cette exemption, notamment le délai trop court de deux ans laissé pour l'investissement et le maximum de l'exonération porté au montant du capital investi.

C'est un dégagement important de l'activité coloniale, qui pourra ainsi affecter, sans entraves à l'extension des affaires, les capitaux mis en réserve.

Il va de soi que, si l'investissement prenait fin, les réserves seront passibles de l'impôt.

Pratiquement les réserves des sociétés ou firmes coloniales ne seront atteintes que si elles sont investies en Belgique ou à l'étranger.

* *

Le troisième amendement concerne l'alinéa premier de l'article 5. Tenant compte du retard subi par la solution parlementaire, il recule d'une année l'entrée en vigueur des dispositions proposées et remplace les années 1925 et 1926 par les années 1926 et 1927, de telle sorte que les dispositions sont applicables aux cotisations des exercices 1926 et suivants ainsi qu'aux taxes perçues par retenues et relatives aux revenus attribués ou mis en paiement à partir, non du 23 février 1926, mais du 1^{er} janvier 1927; mais les sociétés de droit colonial, qui avaient été exemptées depuis 1921 de la taxe professionnelle en vertu de la loi du 21 août 1921, verront atteindre leurs bénéfices des exercices sociaux clôturés à partir de 1926 et non plus de 1925.

L'amendement substitue le terme plus général « impôt cédulaire » au terme « taxe professionnelle »; car, comme le fait remarquer la notice en termes très clairs, l'impôt dû peut, suivant les cas, être la taxe mobilière ou la taxe professionnelle.

* *

Le quatrième amendement concerne l'alinéa 2 de l'article 5. Il réduit à 3 % la taxe mobilière, qui était fixée à 4 %, pour les bénéfices qui ont été attribués ou mis en paiement depuis le 30 mars 1923 jusqu'au 31 décembre 1925; et il réduit à 4 % la taxe mobilière de 5 % pour les revenus attribués ou mis en paiement du 1^{er} janvier 1926 au 31 décembre 1926.

Ces réductions atténuent les inconvénients de la rétroactivité, contre laquelle s'étaient élevées des protestations.

Les bénéfices réalisés, en 1920, par les sociétés du droit colonial restent passibles des impôts cédulaires et de l'impôt spécial sur le bénéfice exceptionnel.

*
* *

On peut espérer que, par cette solution, dont le caractère pratique a été apprécié à la fois par les intéressés et par les deux Ministères compétents, il sera mis fin à l'incertitude qui régnait dans la législation fiscale de la Colonie.

La Commission a l'honneur de proposer l'adoption du projet de loi ainsi amendé.

Le Président-Rapporteur,

ÉMILE TIBBAUT.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 17 MAART 1927.

**Wetsontwerp tot wijziging, wat betreft de koloniale vennootschappen en firma's,
van de wetgeving in zake de belasting op het inkomen ⁽¹⁾.**

AMENDEMENTEN VAN DE REGEERING.

AANVULLEND VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE ⁽²⁾, UITGEBRACHT DOOR DEN HEER TIBBAUT.

MIJNE HEEREN,

De Regeering, vertegenwoordigd door den Minister van Koloniën en den Minister van Financiën, heeft amendementen ingediend op het « wetsontwerp n^o 190 tot wijziging, wat betreft de koloniale vennootschappen en firma's, van de wetgeving in zake de belasting op de inkomens ».

Zij werden tot onderzoek verzonden naar de Commissie die verslag had uitgebracht over het wetsontwerp en die daarover haar besluit had getrokken.

De amendementen werden opgemaakt na een lang onderzoek, waaraan deelnamen de afgevaardigden van het Ministerie van Koloniën en van het Ministerie van Financiën, evenals de vertegenwoordigers van de koloniale groepeerings. Zij houden rekening met de opmerkingen van de Commissie.

Het wetsontwerp had voor doel de koloniale inkomens te onderwerpen aan een enkele belasting, ter vervanging van de belastingen van de Kolonie en deze van het Moederland; de inning er van werd toevertrouwd aan het Belgisch bestuur, en de ontvangst werd verdeeld tusschen de beide Regeeringen volgens vaste verhoudingen.

Het bood het voordeel de verrichtingen te vergemakkelijken; want het maakte geen onderscheid meer tusschen de Belgische koloniale vennootschappen en de vennootschappen steunend op het koloniaal recht, evenmin tusschen de inkomens voortvloeiend, voor dezelfde maatschappij, uit de Kolonie of uit België.

De amendementen, die in het kader van het wetsontwerp blijven, brengen wijzigingen in onderscheidene bepalingen waarover kritiek was uitgebracht.

⁽¹⁾ Wetsontwerp, n^o 190 (1925-1926).

Verslag, n^o 395 (1925-1926).

Amendementen, n^o 123.

⁽²⁾ De Commissie bestond uit de heeren Tibbaut, Voorzitter, Brusselmans, Carlier, Hallet, Hoen, Hubin, Kreglinger, Mathieu, Pater, Pussemier, Renkin, Sap, Soudan en Wauwermans.

De koloniale wereld, vertegenwoordigd door hare groepeeringsen, werd geraadpleegd over de onderscheidene amendementen en heeft hare instemming betuigd met de Regeering voor den tekst en zijne draagwijdte.

Een lid legt den nadruk op deze instemming, die voor gevolg heeft een eind te maken aan lange besprekingen en onzekerheden die schadelijk zijn voor de ondernemingen en voor de Koloniale Schatkist.

Maar hij blijft bij het beginsel van de scheiding van het vermogen, waarop de nadruk werd gelegd in het vorig verslag; hij hecht er des te meer belang aan, daar het Moederland op dit oogenblik gewikkeld is in een financieelen strijd die zware offers vergt, en de Kolonie kan verplicht zijn vrijstellingen van belasting toe te staan om zich door leeningen geld aan te schaffen.

Hij zou ook willen weten welke groepen en afgevaardigden werden geraadpleegd; hij heeft daaromtrent eene vraag gesteld aan de Regeering. In afwachting van het antwoord, kan men vaststellen dat, volgens niet officieele inlichtingen, de Belgische Vereeniging voor koloniale belangen, waarbij ongeveer alle groepen zijn aangesloten, actief deel heeft genomen aan de onderhandelingen.

De principieele bezwaren wil de Commissie niet onderschatten; maar zij wil de taak van de Regeering verlichten en uit de fiskale onzekerheid geraken die al te lang heeft geduurd. Zij beschouwt de voorgestelde oplossing als een hulpmiddel dat de ingewikkeldheid van het op te lossen vraagstuk oplegt. Er zijn inkomens die, al hebben ze denzelfden grondslag, van verschillenden oorsprong zijn, van de Kolonie, van België en van het buitenland. Hun verschillend regime leidt tot onuitkooimbare verwickelingen in de wetgeving en bij de inning, en vergt de tusschenkomst van verschillende besturen die in het geschil kunnen betrokken zijn.

Het voorgestelde middel houdt rekening met de speciale belangen van de Kolonie, die gevrijwaard zijn door de werking van den bijzonderen Dienst van Belasting in het Ministerie van Koloniën. Het practische voordeel ervan is de eenheid. De ervaring zal spoedig aanwijzen of hij dient gehandhaafd of opgeheven te worden. De Wetgevende Macht blijft meester over de toekomst en kan al de beslissingen nemen welke de toestand van de Kolonie kan noodig maken.

* * *

Het eerste amendement is eene aanvulling van de eerste alinea van de eerste paragraaf van het eerste artikel.

Het antwoordt onrechtstreeks op de opwerping voortvloeiend uit het gevaar van verwarring welke de eenmaking van de belasting en van de inning daarvan zou kunnen doen ontstaan tusschen de rechten van de Kolonie en de rechten van het Moederland. Te dien einde, richt het een bijzonderen Dienst van Belasting op, die zal werken in het Ministerie van Koloniën en zal bestaan uit afgevaardigden van het Ministerie van Financiën en van het Ministerie van Koloniën, en die den vertegenwoordiger der belanghebbenden zal kunnen hooren alvorens de belasting vast te stellen; door een Koninklijk besluit zal de samenstelling en de werking en van geregeld worden.

Deze Dienst zal beschikken over hetzelfde gezag als de belastingcontrôleurs, en te zorgen hebben voor de gewenschte eenvormigheid van de besluiten.

Uit de verklarende nota bij dit amendement blijkt, dat de afgevaardigden van de koloniale vennootschappen kunnen geraadpleegd worden, indien de betrokken

schatplichtigen het vragen. Aldus toont de Regeering dat zij rekening wil houden met de bijzondere toestanden die in de Congoleesche ondernemingen voorkomen en bij gelegenheid meer in voeling wil komen met de betrokken personen, hetgeen feitelijk aanleiding heeft gegeven tot het indienen der amendementen. Deze raadpleging vermindert geenszins haar recht van beslissing noch hare verantwoordelijkheid.

* * *

Het tweede amendement betreft de eerste alinea van artikel 1, § 2; het heeft ten doel de bezwaren te weren, welke tegen de taxatie van de reserve werden aangevoerd. De reserve die in de kolonie belegd is binnen de vijf jaar, wordt zuiver en eenvoudig vrijgesteld.

Daardoor wordt de beperking van deze vrijstelling geweerd, inzonderheid de te korte termijn van twee jaar voor de belegging en het vrijgestelde maximum dat gebracht werd op het bedrag van het belegde kapitaal.

Aldus wordt eene vrije baan geopend voor de koloniale bedrijvigheid die voortaan ongehinderd de reserve-kapitalen aan de uitbreiding der zaken zal kunnen besteden.

Neemt echter de belegging een einde, dan worden natuurlijk de reserves belast.

Practischerwijs worden de reserves der koloniale vennootschappen of firma's slechts dan getroffen, wanneer zij in België of in den vreemde belegd zijn.

* * *

Het derde amendement gaat over de eerste alinea van artikel 5. Wegens de vertraging in de parlementaire oplossing, wordt de inwerkingtreding der voorgestelde bepalingen een jaar verschoven en worden de jaren 1925 en 1926 vervangen voor de jaren 1926 en 1927, derwijze dat de bepalingen van toepassing komen op de bijdragen der dienstjaren 1926 en volgende, alsmede op de taxes die bij afhouding worden geïnd en de inkomsten betreffen die werden uitgekeerd of betaalbaar gesteld niet van af 23 Februari 1926, maar van af 1 Januari 1927; doch de vennootschappen, opgericht krachtens het koloniaal recht, en die, luidens de wet van 21 Augustus 1921, sedert 1921 werden vrijgesteld van de bedrijfsbelasting, zullen op hunne winsten worden belast voor de maatschappelijke dienstjaren die gesloten werden te rekenen van af 1926 en niet meer van af 1925.

Het woord « bedrijfsbelasting » wordt vervangen door de meer algemeene bewoording « cedulaire belasting »; want, zooals klaar uit in de nota blijkt, kan de verschuldigde belasting, volgens het geval, de belasting op roerende goederen of de bedrijfsbelasting gelden.

* * *

Het vierde amendement betreft alinea 2 van artikel 5. De belasting op roerende goederen die 4 t. h. bedroeg, wordt verminderd op 3 t. h. voor de winsten die werden uitgekeerd of betaalbaar gesteld sedert 30 Maart 1923 tot 31 December 1925; voor de inkomsten uitgekeerd of betaalbaar gesteld van af 1 Januari 1926 tot 31 December 1926 wordt diezelfde belasting, die 5 t. h. bedroeg, op 4 t. h. verminderd.

Deze verminderingen verzachten de bezwaren der terugwerkende kracht, waartegen verzet werd aangeteekend.

Op de winsten in 1920 verwezenlijkt door de vennootschappen, krachtens het koloniaal recht opgericht, blijven de cedulaire belastingen en de bijzondere belasting op de uitzonderlijke winsten van toepassing.

* *

Deze oplossing, waarvan de praktische aard naar waarde werd geschat door de belanghebbenden en ook door de twee betrokken Ministeries, laat verhopend dat een einde zal worden gemaakt aan de onzekerheid die in de fiskale wetgeving der Kolonie bleef heerschen.

De Commissie heeft de eer het aldus gewijzigd ontwerp U ter goedkeuring voor te leggen.

De Voorzitter-Verslaggever,

EMILE TIBBAUT.
